

UNDP REGIONAL PROGRAMME FOR AFRICA

NARRATIVE QUATERLY REPORTING (Q3) 2019

CLUSTER NAME:

Atlas Project code: CIV10-00107746

Fund: 2.250.000 \$USD

Project Title: Appui à la consolidation du désarmement communautaire, de la réintégration des ex-combattants et de la RSS en Côte d'Ivoire

Brief Description of the Project:

La présente initiative du PNUD s'inscrit dans le cadre global du Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) de l'équipe Pays des Nations Unies dans sa composante relative à la consolidation des acquis de la sécurité et dans la dynamique du retrait définitif de l'ONUCI en Côte d'Ivoire. Le projet vise à prévenir la violence armée et à renforcer la confiance entre les populations et les forces de défense et de sécurité, à travers la réintégration socioprofessionnelle des ex-combattants, le dialogue socio sécuritaire, les dialogues intercommunautaire et la promotion du contrôle démocratique. Sa mise en œuvre permettra le renforcement du rôle des institutions nationales en charge du post-DDR, du désarmement communautaire et de la coordination des actions de gouvernance sécuritaire, et de la participation citoyenne.

Le projet vise à termes à prévenir la violence armée et à renforcer la cohésion sociale à travers la réintégration durable des ex-combattants, le contrôle des ALPC et le renforcement du contrôle démocratique, le dialogue intercommunautaire et du dialogue socio sécuritaire avec une participation renforcée des jeunes et des femmes. Les deux composantes pour adresser le défi de cohésion sociale sont : 1) Renforcement de la coordination des interventions des institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS avec une participation renforcée des organisations de la société civile ; et 2) Amélioration de l'environnement sécuritaire et social des populations des zones cibles du projet.

Expected Output of the Programme:

Le projet est articulé autour des deux résultats suivants :

• Résultat 1: Les institutions nationales en charge du Post DDR, du désarmement communautaire et de la RSS mettent en œuvre des actions conjointes pour une

۲,

M



gouvernance plus cohérente et efficiente garantissant la sécurité des populations avec une participation renforcée des organisations de la société civile.

• Résultat 2: Les populations vivent dans un environnement sécuritaire et social apaisé où la confiance aux FDS est rétablie, elles vivent en harmonie et règlent pacifiquement leurs différends, les ALPC détenues illicitement sont sécurisées, les ex-combattants sont réintégrés de façon durable

1. Expected Activities for the quarter under review:

Pour ce troisième trimestre, les activités suivantes étaient planifiées pour être exécutées en partie :

- Organiser un atelier de renforcement des capacités des forces et des communautés sur les nouvelles menaces sécuritaires :
- Organiser un atelier de réflexion et de partage de bonnes pratiques des excommissions régionales des droits de l'homme;
- Organiser un atelier de formation du réseau des associations féminines à la culture de la paix et à la cohésion sociale ;
- Organiser un symposium national des leaders religieux, rois et chefs traditionnels pour une culture de la paix et de la non-violence en Côte d'Ivoire;
- Organiser des dialogues socio-sécuritaire dans les zones non encore couvertes;
- Organiser des dialogues intercommunautaires ;
- Financer des projets à impact rapide

2. Activities implemented during the quarter.

- Organiser un atelier de renforcement des capacités des forces et des communautés sur les nouvelles menaces sécuritaires, la circulation illicite des armes, la coopération interagences et communautaire

Du mercredi 28 au jeudi 29 août 2019, s'est tenu à Korhogo, un atelier de renforcement des capacités des forces de sécurité et des communautés, sur les nouvelles menaces sécuritaires, la circulation illicite des armes et la coopération inter agences et communautaire.

Cet atelier, organisé par le Secrétariat du Conseil National de Sécurité (CNS) en collaboration avec la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre (ComNat-ALPC) et avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), avait pour objectif de promouvoir et encourager la coopération entre les autorités administratives, les forces de Défense et de sécurité et les communautés, face aux nouvelles menaces sécuritaires et la circulation illicite des armes.

Les participants (autorités Préfectorales, FDS, autorités coutumières, autorités religieuses, OSC, femmes, jeunesse), au nombre de 50 dont 10 femmes venus des départements de Bouna, d'Odienné et de Ouangolodougou ont été outillés sur les mécanismes et outils de

AA



collaboration ainsi que sur le rôle qu'ils doivent jouer, pour adresser les problématiques liées aux nouvelles menaces et la circulation illicite des armes. Les communications et les échanges ont tourné autour des thèmes de la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation, l'identification des signes de la radicalisation liés à l'Islam et la collaboration inter-agence et Implication des populations dans la gestion de la sécurité au niveau local. L'imam de la grande mosquée de Bouna a soutenu que : « grâce à cette formation, je peux bien identifier une personne qui suit la voie de l'islam et celui qui empreinte la voie du radicalisme et de l'extrémisme ». A partir donc des sources d'insécurité identifiées dans cette partie nord du pays, les participants ont proposé des stratégies de collaboration basée sur la communication avec les autorités compétentes. A l'issue de la formation, le cadre de communication établi entre les participants permettra de mieux prévenir les nouvelles menaces dans la zone Nord de la Côte d'Ivoire.

- Organiser un atelier de réflexion et de partage de bonnes pratiques des excommissions régionales des droits de l'homme

Le 30 septembre s'est tenu un atelier de réflexion et de partage de bonnes pratiques des 31 excommissions régionales des droits de l'homme, en vue de permettre aux CRDH de jouer pleinement leur rôle de « concertation, de consultation, d'évaluation et de propositions en matière de promotion, de protection et de défense des Droits de l'Homme ». Ce fut l'occasion pour les participants de partager leurs expériences et de capitaliser les bonnes pratiques en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Il est à noter que les activités de sensibilisations et de formations des communautés à la base ont permis d'accroître leurs connaissances en matière de droit de l'homme et les voies de saisines en cas de violation de ces droits. Selon le Commissaire de la région du Gôh, « les violations de droits de l'homme ont diminué dans notre région depuis que les communautés connaissent les voies de saisine et les utilisent dès qu'il y a un fait de violation des droits de l'hommes ». Au cours cet atelier, la présidente du CNDH a donné sa nouvelle vision aux 31 commissaires régionaux qui est celle de faire de la Côte d'Ivoire un pays model respectueux des droits de l'homme condition sine-qua-non au développement du pays. Les participants se sont engagés à traduire cette vision dans leurs différentes régions.

- Organiser un atelier de formation du réseau des associations féminines à la culture de la paix et à la cohésion sociale

68 femmes issues des organisations féminines ont été formées à la culture de la paix et à la cohésion sociale. Cette activité s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des initiatives de la Fondation Félix Houphouët Boigny pour la recherche de la paix. A l'issue de cet atelier, les participantes ont noté avec satisfaction la pertinence des communications. Selon elles, les outils partagés au cours des séances de travail et des différents exposés leur permettront d'être efficace dans leur rôle de prévention des conflits à Yamoussoukro. Un plan d'action axé sur des activités de sensibilisation et de formation a sanctionné les travaux de cet atelier.



Organiser un symposium national des leaders religieux, rois et chefs traditionnels pour une culture de la paix et de la non-violence en Côte d'Ivoire

En vue de permettre aux leaders religieux, rois et chefs traditionnels de renforcer leur rôle dans la promotion de la paix et de la non-violence, un symposium a été organisé à Yamoussoukro sous l'initiative de la Fondation Félix Houphouët Boigny pour la recherche de la paix. 35 participants dont 16 membres de la Chambre des rois et chefs traditionnels ont échangé durant deux jours sur les thèmes suivants :

Thème 1 : « Rôles et responsabilité des chefs religieux, rois et chefs traditionnels pour un usage efficace des alliances inter-ethniques dans le règlement des conflits communautaires et/ou politiques en Côte d'Ivoire » ;

Thème 2 : « Contribution des rois, chefs traditionnels et leaders religieux au processus électoral pour des élections sans violences »

Thème 3 : « Techniques de la médiation dans les conflits communautaires : Approches et modes d'application au niveau des leaders religieux, de la Chambre des Rois et Chefs Traditionnels et des leaders d'opinion pour le renforcement de la cohésion sociale ».

L'atelier a pris fin avec les témoignages et les partages d'expériences des participants dans la prévention des crises et le règlement des conflits lors des crises successives qu'a connu le pays.

Le deuxième président de la Chambre des rois estime que ce symposium se présente comme un véritable cadre d'échanges et de partages de connaissances en matière de gestion des conflits pour les chefs traditionnels. A l'issue de l'atelier, les participants se sont engagés à :

- Promouvoir la culture de la paix et de la non-violence ;
- Œuvrer pour la décrispation de l'environnement sociopolitique en Côte d'Ivoire en vue de garantir les élections pacifiques en 2020 ;
- Contribuer à l'élaboration et à la diffusion des messages de paix en direction des populations ;
- Jouer de manière active et efficace le rôle de facilitateurs et de médiateurs dans les divers conflits :
- Constituer une plateforme de collaboration, de concertation et d'échanges sur les actions à mener pour consolider la paix en Côte d'Ivoire.

Après ces engagements, les chefs traditionnels ont lancé un appel à la classe politique ivoirienne à renouer un dialogue politique sincère sur les grandes questions d'intérêt public et à transcender le nombrilisme partisan pour dépasser les questions d'intérêt personnel.

- Réaliser des dialogues socio sécuritaires

Au cours de ce trimestre, 2 dialogues socio-sécuritaires ont été organisés dans les localités de Man et de Bouaflé. Ces activités ont rassemblé 80 participants par localité avec une représentation de 30% de femme. Ce cadre d'échange entre FDS et populations civiles a permis à ces acteurs de diagnostiquer de façon participative et inclusive les sources de discorde entre les deux entités et de proposer des solutions idoines pour une meilleure collaboration entre elles. Ces activités ont donc permis un rapprochement entre les Forces de Sécurité et les populations civiles. Ce qui contribue à

M



briser le mur de méfiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité. Selon le Commissaire de police de Man, la mise en place d'un comité civilo-militaire dans sa localité permettra de renforcer la sécurité et de dissiper nombreux malentendus entre les FDS et les civils. Ces initiatives seront donc poursuivies dans le trimestre suivant pour favoriser de telle collaboration franche entre FDS et civils pour renforcer la cohésion sociale et améliorer la sécurité sur l'étendue du territoire national.

Organiser des dialogues intercommunautaires

Au cours de cette période, 03 dialogues intercommunautaires ont été organisés dans les localités de Lakota, Bangolo et Zouan Hounien. 600 participants issus de toutes les couches de la population ont échangé sur les problèmes qui minent la cohésion sociale dans leur localité et proposé des solutions. Les participants ont apprécié cette occasion de s'exprimer librement et de façon participative et inclusive. Ces activités ont été mises en œuvre en étroite collaboration avec le Ministère de la Solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté. A Lakota, le Préfet a témoigné qu'il était presqu'impossible de réunir les partisans du Maire et ceux du Député dans un même lieu sans qu'il n'y ait un affrontement depuis la tenue des dernières élections locales. Mais, cela a été possible grâce au dialogue intercommunautaire. Selon lui, cette activité a permis de faire baisser la tension au niveau de Lakota. Du côté de la jeunesse, le président des jeunes après avoir reconnu que la jeunesse est manipulée par les acteurs politiques, a pris l'engagement d'œuvrer désormais pour une entente entre la jeunesse de Lakota. Quant aux femmes, elles se sont engagées à organiser une rencontre des deux leaders politiques que sont le Maire et le député pour aplanir leurs différends pour la paix et la cohésion des fils et filles de Lakota vu que ces deux personnalités ont été identifiées par tous les participants comme étant la première source des conflits dans la localité.

Financer des projets à impact rapide

A la suite des dialogues intercommunautaires, les communautés proposent des activités ou actions susceptibles de consolider la paix et la cohésion sociale. Ces projets à impact rapide rassemblent toutes les communautés autour d'intérêt commun. A l'issue de ce processus, 6 localités ayant déjà abritées un dialogue intercommunautaire, ont bénéficié de 250 chaises, 4 bâches, d'un appareil de sonorisation et de 150 tables bancs. Ce sont les localités de Mahapleu, Gbonné, Hiré, Agnibilékro, Gandié et Dabakala. Ces équipements permettront aux communautés de poursuivre la sensibilisation et d'organiser des rencontres en fayeur de la paix et de la cohésion sociale. A Gandié, le chef de la communauté autochtone a soutenu que ces équipements seront un véritable facteur de rapprochement communautaire car chacune des communautés pourra s'en servir sans tenir compte des origines et de la provenance.

3. Reasons for variance if any.





4. Others non programmtic activities implemented during the quarter (procurement, recrutment, etc.).

5. Keys challenges, risk and issues faced and proposed solutions.

No	Défis, risques	Solutions proposées
1.	Les requêtes tardives de la partie nationale retardent la mise en œuvre de certaines activités	La matrice de suivi élaborée avec la partie nationale est régulièrement suivie à travers des séances de travail pour faire la revue des activités et des actions de chaque partie prenante.

I. Financial Delivery.

Total Budget: 2.250.000 \$US

1. Advanced funds for the quarter

	BUDGET ALLOCATED	BUDGET USED	DELIVERY RATE
		Q1: 68 833,21	12,96 %
Advanced funds	892,260.11	Q2: 119,414.30	22 %
		Q3:289,632.64	53,55%

2. Gap analysis

Les activités se poursuivent et permettront d'atteindre un aux de consommation élevée du budget. En effet, le processus de sélection de prestaires pour la réalisation d'activités de rapprochement communautaires autour des 5 CSU est en cours et permettra d'absorber d'ici la fin de l'année une grande partie des ressources.

W